



PEACE, PROSPERITY AND
REGIONAL INTEGRATION

INITIATIVE DE L'IGAD POUR LA RESILIENCE DE LA CATASTROPHE ET SA
DURABILITE (IDRSI)

DJIBOUTI

ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OUVRE DE
RESILIENCE DU PAYS

Djibouti
Juillet 2020

*Préparé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche et de l'Élevage,
charge des Ressources Halieutiques*

Sommaire

1. Abréviations.....	3
2. Résumé Exécutif.....	4
3. Introduction.....	6
4. Progrès de la mise en œuvre depuis la dernière réunion du PSC.....	7
4.1 mise à jour sur l'avancement des projets	7
4.1.1 Programme de Résilience à la Sècheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne d’Afrique (DRSLP I et DRSLP III).	7
4.1.2 Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP). 10	
5. Mise à jour sur les progrès de la mise en œuvre des recommandations de la PSC. 14	
6. Défis et leçons apprises	Error! Bookmark not defined.
7. Recommandations et voie à suivre	158.

1. Abréviations

ASAL	Terres Arides et semi arides
AUC	Commission syndicale
BAD	Banque africaine de développement
CEWARN	Mécanisme d'Alerte Précoce et d'Intervention en cas de Conflit
CSADR	Cluster sur la sécurité alimentaire et le développement rural
COMESA	Marche commun des pays de l'Afrique de l'est et sud
DPP	Document de Programmation Pays
DRSLP	Programme de résilience et durabilité des mode de vie
CEA	Communauté Est-Africaine
EUR	Euro
FAO	Organisation de l'alimentation mondiale
HOA	Corne de l'Afrique
CPACI	Centre de Prévision et d'Applications du Climat de l'IGAD
IDDRSI	Initiative de résistance et de durabilité des catastrophes de la sécheresse de l'IGAD
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Élevage
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONG	Organisations non gouvernementales
MAEPE-RH	Ministère de l'Agriculture de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques
CEP	Cellule d'Exécution des projets
ONU	Organisation des Nations unies
PDCP	Programme de Développement de la Communauté Pastorale
PIA	DOMAINES D'INTERVENTION DU PROGRAMME
PIN	Programme d'investissement public
RNRS	Rapport National sur la Résilience à la Sécheresse

2. Résumé Exécutif

Le document de programme pays a été révisé et valide en Juillet 2019 pour l'exécution de la stratégie de résilience à la sécheresse .Les lignes directrices de l'objectif attendu du DPP, qui était de présenter des actions cohérentes pour répondre aux besoins de l'ensemble des communautés touchées pour renforcer la politique de développement durable en introduisant des mesures de prévention et de gestion des risques afin de réduire la vulnérabilité des populations aux aléas naturels et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tous les projets et programmes en cours et prévus sont conformes aux domaines d'intervention prioritaire de l'IDDRSI indiqués dans le DPP..

La communauté internationale a montré un intérêt pour le DPP de Djibouti et combine actuellement les 8 composantes de ses programmes et a déjà commencé à financer la mise en œuvre des domaines prioritaires du DPP.

Dans le cadre d'IDDRSI, le gouvernement de Djibouti, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche chargé des ressources marines, qui est le point focal IDDRSI, préconise une solide approche participative (de la base au sommet) dans toutes les interventions destinées à être entreprises dans le pays. Dans un premier temps, Outre la gestion des ressources naturelles, la priorité est donnée aux activités dans les corridors pastoraux (routes de pâturage et routes commerciales) et la fourniture des services de base suivra probablement la mobilité des groupes cibles (services vétérinaires mobiles, cliniques mobiles, etc.).Il est clair que les pasteurs ont développé leurs modes de vie traditionnels en matière de résilience aux sécheresses. Ils connaissent leurs pâturages à chaque saison et les points d'eau en période de stress. Cette expérience a été transmise de génération en génération. Les mouvements réguliers d'animaux et de personnes dans le pays et à travers les frontières internationales facilitent leur recherche dans l'espace au-dessus des ressources naturelles limitées (eau, pâturage et parcours).

Les projets de la première génération (DRLSP I & III, Dry land, PROGRESS, PRAREV, etc.) avancent bien et les impacts sont visibles sur le terrain. La mise en œuvre des projets ne posait pas de problème majeur, à l'exception des retards enregistrés dans le projet DRY LAND par rapport au plan de travail du projet. Tous les autres projets sont sur la bonne voie. Le pourcentage actuel de décaissement de DRLSP I est de 99/25% tandis que le DRLSP III a atteint 13.25% de décaissement.

Djibouti est pleinement engagé à renforcer la coopération et le développement transfrontaliers. y compris les engagements politiques. Les programmes de résilience et les investissements dans ces domaines partent du principe que les communautés sont homogènes, partagent des ressources, des moyens de subsistance, des cultures et interagissent librement, quelles que soient les frontières nationales. . Les zones transfrontalières manquent d'investissements sociaux et économiques. Les ressources naturelles ont été négligées et

soumises à une exploitation excessive et à une utilisation abusive, entraînant une perte massive de biodiversité.

3. Introduction

La République de Djibouti est un pays situé à la Corne de l'Afrique avec une population de 818.159 habitants (source du recensement RGPH¹) sur une superficie de 23.200 Km², dont elle partage une frontière terrestre avec l'Ethiopie, l'Erythrée, la Somalie et maritime avec le Yémen.

Le pays est caractérisé par un climat aride à semi désertique qui rend le pays extrêmement vulnérable aux sécheresses et à la rareté de l'eau. Les précipitations sont irrégulières, avec une moyenne annuelle de l'ordre **150-300 mm** qui varie selon les régions du pays. Les températures moyennes sont comprises entre 17° et 42° avec des taux d'évapotranspiration de l'ordre de 2000 mm par an.

De part sa position géographique et ses spécificités climatiques, Djibouti est exposé à de nombreux aléas naturels : (i) sécheresses aiguës survenant environ tous les 4 ans depuis 1996 ; (ii) fortes inondations revenant en moyenne tous les 10 ans; (iii) fréquents séismes atteignant des magnitudes de 4 à 5 sur l'échelle de Richter ; (iv) volcanisme dans la région de la dépression d'Afar ; et (v) incendies liés aux périodes sèches prolongées.

Le pays fait face depuis 2007 à une sécheresse chronique sans précédent qui a gravement affecté plus de 120 000 personnes dans les zones rurales soit 50% de la population rurale et 15% de la population totale.

Les moyennes de précipitations à Djibouti sont estimées à seulement 130 mm par an, alors que la moyenne annuelle en Afrique de l'Est est de 250 mm.

Le seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m³ par habitant et par an place la république de Djibouti, avec moins de 270 m³ d'eau douce par an et par habitant en 2009, parmi les pays les plus pauvres en matière de potentialités hydriques.

En dépit des efforts considérables des interventions du programme pays IDDRSI de Djibouti (2012/2017), la situation pour la République de Djibouti reste d'actualité.

Compte tenu de l'impact des faibles précipitations la saison actuelle de *Diraac/Soughoum* (Mars-Mai) qui constitue les pluies intermédiaires en termes de volume et du début de la période de soudure, il faut s'attendre à une détérioration de la sécurité alimentaire au cours des six prochains mois. De plus, l'afflux massif de réfugiés provenant principalement du Yémen et de la Somalie contribue à l'augmentation des besoins humanitaires.

Djibouti se caractérise par une économie duale. D'un côté, on trouve un secteur moderne, basé sur des revenus de rente provenant des ports et des bases militaires louées par des contingents étrangers pour l'environnement urbain. D'autre part, le milieu rural n'a pas accès aux services de bases. L'économie est axée sur les services, notamment les transports et services connexes, en raison de la position géostratégique du pays dans le golfe d'Aden, au carrefour de corridors maritimes importants pour l'acheminement de biens et de pétrole. La construction, l'hôtellerie et les télécommunications se développent, mais leur poids reste marginal.

Les pasteurs de Djibouti ont développé des stratégies d'adaptation distinctes, par exemple: la mobilité des troupeaux accompagnés du groupe d'âge des jeunes hommes en tant que bergers; les femmes, les enfants et les hommes âgés restant dans les camps de base, élèvent des animaux et produisent du lait; utilisation extensive des sols et systèmes de rotation simples permettant la réhabilitation des pâturages; La propriété foncière commune favorise la mobilité nécessaire, mais les droits d'usufruit limités ont exclu les étrangers et donc empêché le surpâturage. La disponibilité limitée en eau a contribué à limiter le nombre de têtes de bétail, empêchant à nouveau le surpâturage.

4. Progrès de la mise en œuvre depuis la dernière réunion du PSC

4.1 mise à jour sur l'avancement des projets

4.1.1 Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne d'Afrique (DRSLP I et DRSLP III).

Le projet est financé par la Banque africaine de développement (BAD) pour une contribution totale de 17 millions de dollars pour la phase I et 18 autres millions dans la phase III. Le premier est un don et le second est un prêt. Les projets ont comme objectifs l'amélioration de la résilience à la sécheresse et aux changements climatiques et le développement des moyens d'existence durable pour les éleveurs nomades et les agro-éleveurs.

DRSLP 1

Les principaux résultats obtenus pour la période considérée sont :

Gestion des ressources naturelles et de l'environnement (PIA 1)

¹ RGPH: Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

180 petits périmètres irrigués ont été appuyé dans la zone de Weima région de Tadjourah et de Beyya-Dader région d'Ali-Sabieh par la réhabilitations des ouvrages suivants; 77 Réservoirs d'eau de 32m³; 15 réservoirs 50m³ ; 9 Seuil de recharges des nappes inféroflux; 89 Puits cimentés; 75 Pompes solaires; 53 kits d'arrosages; 53 Serres; 2 stations de conditionnement construits; 1 retenue d'eaux; 2 citernes enterrées.

La réhabilitation/construction des différents ouvrages hydrauliques a eu un impact positif à court termes sur l'amélioration des conditions de vie de la population car la multiplicité des points d'eau ont permis un allègement de la corvée d'eau des ménages. Les eaux sont utilisées pour la consommation des bétails ainsi que l'irrigation des jardins agricoles. Les seuils de recharge offrent la possibilité de cultiver hors saison et ont augmenté la production agricole.

Access aux marché, commerce et services financiers (PIA 2)

25 Km de route rurale réhabilitée à Assamo dans la région d'Ali-Sabieh, de comprennent: 25km de longueur, 7 m de largeur, 122 ouvrages de radiers. Cette réhabilitation de la route a eu un impact significatif à court terme sur le développement socio-économique du village agricole d'Assamo et a permis le désenclavement du village. Egalement, les coûts de transports des produits agricoles et des personnes ont été réduits, ce qui a accru les échanges commerciaux entre le village d'Assamo et la ville d'Ali- Sabieh. Ce rapprochement a permis d' avoir un effet multiplicateur en augmentant le revenu des producteurs agricoles grâce à l'accroissement de la part de la production agricole destinée au marché et à la création d'emplois agricoles et non agricole. Il est à souligné que depuis, **75 PPI** ont été créé dans le village d'Assamo et à ses alentours. Des activités génératrices ont été créée aussi tel que des restaurants, des boutiques etc...

Les travaux de construction d'une Hall de criée au port de pêche a été complète. Dans le cadre de l' Acquisition et d'installation des équipements de froid et de réseaux AEP aux ports de pêche de Djibouti et de Loyada, L'entreprise a installée: deux groupes électrogènes à Loyada et Port de Pêche. Deux chambres froides au port de pêche de Djibouti et au port de pêche de Loyada. Une machine à glace au port de peche de Djibouti.

Diversification de la production et de moyens de production améliorés. (PIA 3),

le projet à procéder à l'acquisition et distribution d'intrants agricoles et fourragères (engrais, semences, etc.) et petits outillages agricoles aux agro éleveurs. La distribution avait ciblé 180 agriculteurs soit 60 dans la zone d'Assamo et 120 dans la zone de Weima.

le projet à procéder à l'acquisition et distribution des chèvres locales et boucs exotiques et produits vétérinaires, produits de déparasitage et suppléments nutritifs, dans ce cadre le projet a distribue i) 45 boucs et chèvres exotiques améliorées du Kenya de race Alpine et Saaneen, d'âge environ : 07 à 15 mois et de poids : 20 à 30 kg, 17 ii) Des produits vétérinaires de prévention et curatives pour les bétails, ces produits sont le bleu de méthylène, le Tylosin, l'Alendazole, l'Ectopor et la vitamine B d'injection et l'alimentation animale nécessaires pour une durée d'une année à savoir le foin, le maïs concassé et les sels

minéraux. Le fournisseur a livré les 500 chèvres locales qui ont été distribués aux bénéficiaires.

Le projet a finalisé les travaux de construction des 27 poulaillers et distribués aux 135 femmes avicultrices ciblées lors de travail d'identification effectué avec les partenaires techniques. 1540 pondeuses, alimentation et produits vétérinaires ont été livrés pour l'ensemble de cinq régions à savoir Tadjourah, Ali-Sabieh, Dikhil, Obock et Arta.

La formation pour l'amélioration de technique culturale a été finalisé et à l'issue de cette formation 180 agro éleveurs ont été formés dans les trois bassins versant (weima, beyya - Dadder et de Gagga Derela), parmi ces bénéficiaires 30 sont des femmes.

Dans le cadre de Renforcement des capacités des avicultrices et encadrement technique, 135 femmes avicultrices ont été ciblées par la formation soit 85 dans la zone sud (région d'AliSabieh, Arta et Dikhil) et 50 dans la zone Nord (Tadjourah et Obock). La formation a porté sur deux thématiques notamment sur i) la conduite de l'élevage avicole, la santé, la reproduction, ii) et la commercialisation

DRSLP III

Le Programme De Résilience à La Sécheresse et De Développement Des Moyens De Subsistance Durables dans Les Pays de la Corne d'Afrique Contribue à :

- La promotion de la production animale et des moyens de subsistance durables dans les régions arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique ;
- L'amélioration de la sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté des populations ;
- L'intégration économique et institutionnelle régionale renforcée.

Les principaux résultats obtenus pour la période considérée sont :

- Étude technique complètes d'aménagement de cinq (5 bassins) versants et trois (3) sous bassins versants et des forages et systèmes d'alimentation en eau potable associées dans les régions d'Ali-sabieh, d'Arta et de Dikhil.
 - o L'équipe du bureau du consultant a transmis les rapports APS de d'aménagement de cinq (5 bassins) versants. La CEP a analysé les rapports et a remis les commentaires.
 - o Le consultant a remis également les rapports APD et le DAO des travaux d'aménagement des trois sous-bassins versants. La CEP a demandé de compléter les dossiers par rapport à des manquements observés dans les rapports et DAO.
 - o Le Groupement du bureau du consultant a remis un rapport géophysique et le DAO de réalisation des trois forages. Les dossiers ont fait l'analyse de la CEP et une copie des documents a été remise à la Direction de l'Hydraulique Rurale du Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des

Ressources Halieutiques. Les commentaires conjoints de la CEP et de la DHR ont transmis au groupement pour prise en compte.

- Étude socio-économique de référence
 - o L'étude de référence socio-économique a été finalisée et le rapport du consultant a été reçu par le projet.

4.1.2 Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP)

Le Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP), vise à réduire la vulnérabilité des pasteurs et à protéger leurs moyens d'existence, à renforcer la résilience et à accélérer la réalisation des OMD. Il est financé par la Banque Islamique de développement (BID) à hauteur de 10 million de dollar.

Le principal objectif du projet est d'améliorer le revenu, le bien-être et la gestion des ressources naturelles de façon durable et de réduire la vulnérabilité des populations des villages de Dassbiyo dans le sud du pays et de Khor Angar au nord. Les principaux indicateurs de performance du projet sont : (i) augmentation des productions agricole, animale et halieutique ; (ii) amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation et réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Au cours de ce premier trimestre de l'année 2020, les principaux faits marquants dans la mise en œuvre du projet peuvent se résumer comme suit :

Composante 1 : Appui aux systèmes de production communautaire

Durant ce trimestre, les activités réalisées et les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante ont porté sur :

- **La réception des caprins importés et leur mise en quarantaine à Djibouti**

Le fournisseur a acheminé les 75 caprins de races Alpine et Saanen qui, ont été immédiatement placés en quarantaine conformément à la réglementation sanitaire en vigueur en République de Djibouti. (Voir les images ci-dessous des caprins en quarantaine)

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif aux travaux de réhabilitation des périmètres agricoles et de micro barrages à Daasbyo**

La Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP) au cours de sa session tenue le 26 février 2020, a décidé d'adjuger ledit marché à l'entreprise « DAACH

Construction » pour un montant de **159 885 100** DJF, soit environ **899 641** USD avec un délai d'exécution de neuf (09) mois. Le rapport d'évaluation a été transmis à la BID pour avis de non objection avant d'engager le processus de signature du contrat d'exécution desdits travaux.

- **La validation par la BID de l'attribution du marché relatif à l'installation de la fabrique de glace et d'une chambre froide à Khor Angar**

L'UGP a reçu le 23 Février 2020 l'avis de non objection de la BID pour engager le processus de signature du contrat d'exécution de ces travaux par la société « **Les Halles Trading SARL** » dont, l'offre a été jugée conforme par l'évaluation de la CNMP au cours de sa session du 18 Septembre 2019.

2.2. Composante 2 : Education

Pour ce qui est de l'état d'exécution de cette composante, le processus de sélection par la CNMP des deux entreprises chargées des travaux de réhabilitation et d'extension des écoles de Daasbyo et de Khor Angar a été a été finalisé le 17 Mars 2020 avec l'obtention de l'avis de non objection de la BID. Les deux entreprises adjudicataires des marchés sont : l'entreprise « DAACH » pour les travaux de l'école de Daasbyo pour un montant de **64 622 450** DJF, soit **363 617** USD et l'entreprise « MHA » pour les travaux de l'école de Khor Angar pour un montant de **78 464 500** DJF, soit **441 504** USD. Le processus de préparation et de signature des contrats a été enclenché immédiatement afin de pouvoir démarrer les travaux à la fin de l'année scolaire.

2.3. Composante 3 : Santé et nutrition

Au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année 2020, les deux dossiers d'appel d'offres pour les travaux de réhabilitation et d'extension des postes de santé de Daasbyo et de Khor Angar ont évolué positivement avec les attributions des marchés par la CNMP le 22 janvier 2020 et l'obtention le 17 Mars 2020 de la non objection de la BID pour approuver les rapports d'évaluation des soumissions de la CNMP. .

Ainsi, il a été procédé à la préparation des contrats entre l'UGP et les entreprises sélectionnées à savoir : l'entreprise « ALMOUMIN » pour le montant de **25 515 000 DJF**, soit **143 568 USD** concernant les travaux du poste de santé de Daasbyo et l'entreprise « MATARA » pour ceux du poste de Khor Angar pour le montant de **23 562 400 DJF**, soit **132 581 USD**.

2.4. Composante 4 : Infrastructures

Au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année 2020, trois faits marquants ont été enregistrés par le projet dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante, à savoir :

- **La signature du contrat avec la Direction de l'Hydraulique Rurale (DHR) pour l'exécution des travaux de la conduite d'eau entre les villages de Hammar et de Khor Angar .**

Après l'approbation par la BID du projet de contrat entre l'UGP et la DHR pour la réalisation de 17 km de conduite d'eau entre Hammar et Khor Angar, les deux parties ont procédé à la signature dudit contrat, portant sur un montant de **87 083 290 DJF**, soit **49 0000 USD** pour un délai d'exécution de 9 mois.

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif à la fourniture et à l'installation de kits photovoltaïques individuels et de lampadaires solaires pour l'éclairage publique à Daasbyo et à Khor Angar**

La CNMP, lors de la tenue de sa session du 25 Février 2020, a sélectionné l'offre de l'entreprise « TANI/AE » pour exécuter ledit marché pour le montant de **45 430 000 DJF**, soit environ **255 625 USD** et un délai d'exécution de 6 mois. Le rapport d'évaluation a été envoyé à la BID pour son avis de non objection.

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif à la construction d'un magasin communautaire et de 15 latrines rurales à Daasbyo**

A la fin du processus de sélection, ce marché de travaux a été attribué par la CNMP en sa session du 11 Février 2020 à l'entreprise « ASSAMO » pour le montant de **11 202 400 DJF**, soit **63 033 USD** et le délai d'exécution fixé est de 6

mois. La signature du contrat d'exécution devant intervenir après l'obtention de l'avis de non objection de la BID.

- **La finalisation du processus d'attribution du marché relatif à la construction de 15 latrines rurales à Khor Angar**

Au cours de cette même session de la CNMP du 11 Février 2020, après l'évaluation des offres reçues au titre de ce marché, celle de l'entreprise « MATRA » a été retenue pour le montant de **8 042 500 DJF**, soit **45 253 USD**.

2. 5. Composante 5 : Développement communautaire

Les actions initiées par le projet pour répondre à certains besoins exprimés par les associations des femmes pour exercer de nouvelles activités génératrices de revenu ont été poursuivies au cours de ce 1^{er} trimestre de l'année 2020 avec :

- **Le démarrage de l'exploitation des 5 poulaillers construits sur les sites de Faradil et Doureh (Daasbyo) et de Samallou et Lahassa (Khor Angar)**

Afin d'assurer une mise en exploitation efficace et pérenne des poulaillers, il a été fourni courant Mars 2020 à chaque poulailler : 10 poules, 2 coqs et environ 150 kg d'aliment pour volaille. Cette première dotation avait pour objectif de familiariser d'abord les bénéficiaires des poulaillers à l'exercice de la production avicole et à la gestion d'un poulailler avant de leur fournir les effectifs prévus en poules, coqs, alimentation et autres matériels nécessaires à l'entretien d'un poulailler.

Cette opération s'est déroulée, le 10 Mars 2020 dans la zone de Daasbyo et du 16 au 17 Mars 2020 dans la zone de Khor Angar.

- **La fourniture et l'installation de 15 congélateurs solaires à Khor Angar**

Les femmes de Khor Angar ont bénéficié de 15 congélateurs solaires d'une capacité de 200 litres en plus de l'installation de panneaux solaires et de batteries garantissant une grande autonomie de fonctionnement du congélateur sur toute la journée. (Voir ci-dessous les images de l'unité : 1 congélateur, 2 panneaux solaires et 2 batteries)

5. Mise à jour sur les progrès de la mise en œuvre des recommandations de la PSC.

Djibouti se félicite le Secrétariat de l'IGAD sur facilitation a l'élaboration d'un cadre solide de suivi et évaluation d'impact pour les DPP et RPP révisés, aligné sur les cadres de résultats régionaux, continentaux et mondiaux.

Le gouvernement de Djibouti révisé actuellement la stratégie à moyen terme de croissance accélérée et promotion de l'emploi (SCAPE) pour les 5 prochaines années (2020-2024) et il est fortement recommandé que le DPP soit intégré à cette stratégie.

Le Gouvernement de Djibouti a mis en place des mécanismes de coordination nationaux pour assurer la couverture de tous les secteurs et de toutes les parties prenantes et faciliter la communication en temps voulu et de manière exhaustive des progrès réalisés dans la mise en œuvre du IDDRSI.

Djibouti encourage la recherche, la diffusion et l'adoption d'innovations et de technologies pertinentes pour la mise en œuvre de l'IDDRSI; mise à l'échelle des innovations de résilience qui atteindront les communautés ASAL, y compris l'alerte précoce et les options d'énergie renouvelable.

Nous reconnaissons l'importance du partage des données et des informations et mettons régulièrement à jour la base de données 3W: nous appelons les partenaires au développement à fournir un soutien financier et technique à la base de données 3w nationale et régionale.

L'introduction d'un nouveau aire d'intervention prioritaire sur «le capital humain, le genre et le développement social», dans le cadre de la stratégie IDDRSI révisée, était une bonne idée. Djibouti accorde une attention particulière aux problèmes de migration et de déplacement et les personnes handicapées.

L'engagement du secteur privé dans la mise en œuvre de l'IDDRSI est très faible et l'application des mécanismes de transfert des risques, notamment l'assurance bétail et production agricole reste à se matérialiser

6. Défis et leçons apprises

Il n'y a actuellement aucune ressource allouée à la création d'un mécanisme bien coordonné au point focal IDDRSI. Le renforcement des capacités institutionnelles est nécessaire tant au niveau central que décentralisé. Les partenaires de développement, sous la direction de l'IGAD, doivent soutenir la mise en place des structures de coordination éventuelles.

Les initiatives menées par les communautés elles-mêmes créent un sentiment d'appartenance et sont plus efficaces et durables. Cela implique souvent de changer les mentalités et de mettre en place un soutien externe pour les activités «kickstart».

Dans le même temps, les communautés doivent disposer des connaissances nécessaires pour mettre en œuvre de nouvelles idées.

Bien que l'action «ascendante» soit plus durable, un soutien politique de haut niveau est également nécessaire pour créer un environnement propice à une large participation des parties prenantes (incluant les femmes et le secteur privé).

Le développement des zones transfrontalières est une nouvelle idée qui retient l'attention des partenaires de développement nationaux et internationaux. Les zones transfrontalières sont souvent isolées et difficiles d'accès en raison de la médiocrité des infrastructures routières. Le principal défi à relever consiste à mobiliser d'énormes ressources pour améliorer les services sociaux de base et d'autres infrastructures principales (telles que les routes). En outre, une collaboration et une coopération étroites entre les pays voisins sont essentielles.

Une approche intégrée et participative de la gestion de l'eau produira des avantages équitables et durables et nécessite des structures de gouvernance solides. La participation active et la coordination entre les différents groupes de parties prenantes favorisent l'apprentissage et renforcent le processus décisionnel, en aidant à intégrer les programmes de développement aux structures gouvernementales locales et en veillant à ce qu'un soutien approprié soit fourni aux communautés. Cela nécessite également des institutions communautaires fortes pour assurer la responsabilité.

Lier les interventions des projets à des moyens de subsistance, besoins et intérêts spécifiques permet de mieux comprendre l'importance des ressources naturelles et les avantages du développement durable. Des solutions simples, économiques et pratiques aux problèmes locaux encouragent une adoption rapide.

Des stratégies de durabilité doivent être introduites au stade de l'identification de toutes les évaluations de projets. Pour les projets d'infrastructure, cela implique de convenir d'une stratégie de gestion et d'un financement pour la maintenance en cours. Toute entreprise de la communauté doit être renforcée par des projets.

7. Recommandations et voie à suivre

Un renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles est nécessaire au sein du ministère du centre de coordination de l'IDDRSI afin de garantir les besoins de coordination au niveau national. Cela facilitera et généralisera la poursuite du programme de résilience à la sécheresse. Des ressources suffisantes et opportunes sont nécessaires, comme indiqué clairement dans le 7ème domaine d'intervention prioritaire de l'IDDRSI. Le gouvernement et les partenaires de développement sont invités à examiner sérieusement cette question afin de mieux promouvoir les exigences de coordination appropriées. Le renforcement des

capacités sera renforcé afin de mieux partager les informations et les enseignements des différentes institutions impliquées dans la résilience à la sécheresse.

Tous les projets et programmes à venir nécessitent l'intégration d'une évaluation environnementale appropriée (évaluation environnementale stratégique ou évaluation de l'impact sur l'environnement). Les évaluations peuvent porter en particulier sur les aspects suivants: ressources en eau durables, protection des écosystèmes fragiles (mangroves, forêts, zones humides bordant les ouadis propices à l'agriculture), protection de la biodiversité, déplacement, impact sur l'emploi et les métiers.

La communauté internationale et le gouvernement devraient accorder la priorité à la recherche de solutions à long terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire chronique, en accordant une attention particulière à l'accès à l'eau, essentiel à la survie de l'élevage et à la préservation des moyens de subsistance des ménages ruraux.

La voie à suivre consiste à mettre en œuvre les recommandations du forum national sur la résilience. La feuille de route est un plan consolidé comprenant des actions concertées visant à réaliser le développement durable du pays. Il reflète les opinions et les analyses formulées lors du premier atelier national et constitue désormais un engagement politique, une orientation et une coordination des interventions pour tous les acteurs impliqués dans le domaine de la résilience dans les communautés rurales. Parallèlement, il permet une synergie rapide et un travail de développement pour une stratégie multisectorielle et vise à assurer la convergence en ce qui concerne les problèmes actuels et futurs de la résilience. La feuille de route établit une synthèse des actions pour continuer à s'engager dans une contribution nouvelle et durable